

SERVICE TECHNIQUE
INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSEES

12-14 Quai de Gesvres - PARIS IV^e
75195 - PARIS RP

Paris, le 12 octobre 2007

Préfecture du Val de Marne
Commune de Vitry sur Seine
Dossier n°94.10020
N° GIDIC : 65-6552

SANOFI Chimie
Centre de Production de Vitry
9 Quai Jules Guesde – BP 35
94403 Vitry sur Seine

Classement ICPE:

Autorisation : 167C, 1111/2/b, 1130/2, 1131/1/b, 1131/2/b, 1136/A/1/b, 1136/B/b, 1141/2, 1171/1/b, 1171/2/b, 1172/2, 1175/1, 1212/2, 1420/2, 1432/2/a, 1433/B/a, 1450/2/a, 1510/1, 1611/1, 1630/1, 1710/1/a, 2120/1, 2260/1, 2620, 2910/A/1, 2915/1/a, 2920/1/a, 2920/2/a,

Déclaration : 1111/1/c, 1111/3/c, 1116/4, 1131/3/c, 1172/3, 1173/3, 1175/2, 1185/2/b, 1190/1, 1200/2/c, 1416/3, 1434/1/b, 1820/3, 2210/2, 2240/2, 2560/2, 2685, 2925, 2935/2, 2921/1/b, 2921/2

Adresse du siège social :
9 rue du Président Allende
94250 GENTILLY

Classement nomenclature eau :

1.1.1/1 (A), 2.1.0/1 (A), 2.1.1 (A), 2.2.0/1 (A),
2.3.0/1/a (A)

AP codificatif du 26/7/1966
AP 27/9/72 : dépôts d'ammoniac
AP 30/1/74 : Eaux résiduaires (remplacé par AP 27/6/2007)
AP 4/3/75 : Ateliers de fabrication chimique (bât 124 et 125)
AP 20/11/78 : Dépôts de liquides inflammables (aire 113)
AP 17/1/79 : Radioéléments
AP 9/1/80 : Dépôts fioul lourd (supprimés)
AP 3/10/86 : Autosurveillance
AP 28/10/87 : Installations de combustion
AP 1/7/88 : Réfrigération au CRV
AP 12/5/89 : Réglementation atelier GPO1
AP 21/1/92 : Etude déchets
AP 10/6/92 : Rejets en Seine (remplacé par AP 27/6/2007)
AP 12/6/92 : Déclaration trimestrielle de déchets
AP 12/8/93 : Information préventive du public
AP 21/1/94 : Epannage agricole résidu mycélien (caduque)
AP 31/5/95 : Sirène « PPI »
AP 30/10/95 : Prélèvements et rejets aqueux (remplacé par AP 27/6/2007)
AP 19/11/98 : Etude diagnostique de sols
AP 29/1/99 : Bassin d'homogénéisation (remplacé par AP 27/6/2007)
AP 5/2/2002 : Etude de dangers
AP 24/6/2004 : Compléments étude de dangers et mesures de réduction des risques ammoniac et diméthylamine
AP 30/9/2004 : Réglementation atelier TAXOTERE
AP 15/11/2004 : Etude d'impact rejets aqueux
AP 7/3/2005 : Mesures en cas de sécheresse
AP 11/5/2006 : Rejets aqueux (remplacé par AP 27/6/2007)
AP 27/6/2007 : Prélèvements et rejets aqueux

Activité générale du site :
Fabrication de principes actifs pharmaceutiques

Inspection/Réunion du
Bordereau reçu le 14/11/2006

| |
|--|
| Site en zone inondable Actions Nationales 2007 : Risque foudre, IPPC, 87 substances ; COV ; Déclaration CO₂, Réduction émissions toxiques (Benzène), |
|--|

Site inclus dans le programme d'inspection : Prioritaire
 Site "Seveso" seuil haut
 Site "Seveso" seuil bas
 Site BdF / Site IPPC
 Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation
 Site dans un périmètre de plan de secours
 BASOL

Références :

- Rapport STIIC du 29/12/2004
- AP n° 2005/787 du 7 mars 2005
- AP n° 2007/2416 du 28/6/07
- Courrier de SANOFI-AVENTIS du 8/11/2006

Objet : Mesures de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance de la Seine relatives à l'établissement SANOFI-AVENTIS de Vitry sur Seine.

Introduction

L'établissement SANOFI-AVENTIS de Vitry sur Seine est concerné par l'AP n° 2007/2416 du 28/6/07 définissant pour le Val-de-Marne des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur les rivières de la Marne et de la Seine, leurs affluents et leur nappe d'accompagnement. SANOFI-AVENTIS est plus particulièrement concerné par les dispositions de l'article 5.

Suite au précédent AP « sécheresse » du 29/7/2004, des mesures de réduction des prélèvements d'eau et de l'impact des rejets en cas de sécheresse ont été imposées à SANOFI-AVENTIS par AP n° 2005/787 du 7 mars 2005.

Ces mesures sont graduées en fonction des franchissements des seuils de débit de la Seine.

Par ailleurs, la première étude fournie en juillet 2004 par SANOFI-AVENTIS ayant été jugée incomplète, l'AP du 7/3/2005 a prescrit la réalisation d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau et des rejets permettant de proposer des mesures de réduction des prélèvements et de rejets en Seine en cas de sécheresse (Condition 6).

SANOFI-AVENTIS a remis cette nouvelle étude diagnostique par courrier du 8/11/2006

1 – Diagnostic des prélèvements et des rejets aqueux adressé par SANOFI-AVENTIS le 8/11/2006

Le document adressé par SANOFI-AVENTIS comporte les éléments suivants :

1.1 Un diagnostic détaillé des consommations d'eau :

- Caractéristiques des prélèvements en Seine, en nappe et en réseau de ville

Elles correspondent aux débits maximum autorisés par l'AP du 27/6/2007 :

| Origine de la ressource | Consommation maximale annuelle (m ³ /an) | Débit maximal | |
|-------------------------|--|-----------------------------|--------------------------------|
| | | Horaire (m ³ /h) | Journalier (m ³ /j) |
| Seine | 15 millions | 3400 | 62000 |
| Nappes phréatiques | 2 millions | 900 | 20000 |
| Réseau public | 3 millions | - | - |

- Usages des prélèvements en Seine, en nappe et en réseau :

L'essentiel de ces usages concerne les installations de production et de recherche (refroidissement de procédés ou climatisation de locaux techniques, colonnes d'abattage, anneaux liquides de pompes à vide, production d'eau déminéralisée pour les chaudières ou d'eau de procédé). Les seuls usages qui ne s'avèrent pas indispensables aux activités de production et de recherche ou à la vie courante du personnel sont les arrosages d'espaces verts et la climatisation des bureaux.

A noter que les eaux utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels ne représentent que 1% de la consommation globale de l'établissement (eaux de Seine, de forage et de ville confondues). Le secteur recherche et développement ne représente que 15% de la consommation globale.

- Pertes d'eau dans les circuits de prélèvements ou de distribution

Des indications sont données sur les mesures prises pour réduire ces pertes (pose de compteurs, remplacement du réseau enterré d'eau de procédé par un réseau aérien)

1.2 – Un diagnostic détaillé des rejets

- Rejets en Seine

Il s'agit des eaux de refroidissement des centres de production et de recherche et des eaux pluviales du centre de recherche (environ 12 million de m³ par an)

Les conditions de rejet en Seine (valeurs limites, conditions de surveillance) sont fixées dans l'AP du 27/6/2007.

- Rejets dans le réseau départemental

Il s'agit des eaux usées de procédés, de laboratoires, de lavages des sols, d'eaux vannes, d'eaux de pluie du centre de production (environ 5 millions de m³/an). Elles sont dirigées vers l'usine d'épuration des eaux de Valenton.

Les conditions de rejet (valeurs limites, conditions de surveillance) sont fixées dans l'AP du 27/6/2007.

1.3 – L'impact des prélèvements et rejets

- Impact sur le débit de la Seine

En dehors des pertes par fuite dans les sols ou par évaporation dans les tours aéroréfrigérantes (nécessaires pour respecter la température limite de rejet), toutes les eaux prélevées retournent en Seine soit directement pour les eaux de refroidissement soit indirectement pour les eaux usées après passage par l'usine de Valenton. L'utilisation d'eau de Seine par SANOFI-AVENTIS n'a que très peu d'impact sur le débit de la Seine.

- Impact sur la température de la Seine

SANOFI-AVENTIS a procédé à une estimation de l'impact thermique des rejets en Seine en fonction du débit et de la température des rejets, du débit et de la température de la Seine.

L'élévation de la température de la Seine engendrée par les rejets de SANOFI-AVENTIS serait au maximum de 0,02°C si la Seine atteignait le débit de crise de 23 m³/s.

A noter que les conditions relatives à la température des rejets en Seine (valeur limite et conditions de surveillance en fonction de la température de la Seine) sont fixées aux conditions 3.3.7.1 et 4.2.2.1.1 de l'AP du 27 juin 2007.

- Impact sur les nappes phréatiques

SANOFI-AVENTIS dispose de 4 forages captant les aquifères du Calcaire de Saint-Ouen et du Calcaire grossier (entre 61 m et 78 m de profondeur) ainsi que d'un puits captant l'aquifère des alluvions anciennes (8 m de profondeur). Les données bibliographiques ne montrent pas de tendance à la baisse du niveau de l'aquifère du Calcaire de Saint-Ouen.

(Rappel : ces forages sont sans impact sur la nappe de Champigny qui ne concerne pas Vitry).

SANOFI-AVENTIS rappelle les mesures déjà prises pour réduire les prélèvements d'eau de forage (limitation à l'unité de fermentation et à la période d'été en mélange avec l'eau de Seine).

1.4 – Les mesures de réduction des prélèvements

SANOFI-AVENTIS a déjà pris un certain nombre de mesures qui ont permis de réduire la consommation globale du site de 4 millions de m³/an par rapport aux années 90 :

- recyclage des eaux de refroidissement
- mise en place de systèmes de refroidissement par air,
- utilisation de TAR pour réduire la température de rejets en Seine (réduisant les prélèvements en nappe)
- installation de limiteurs de débits,
- réduction de consommation d'eau de ville

1.5 – Les mesures temporaires pouvant être mises en œuvre en cas de sécheresse

SANOFI-AVENTIS renvoie aux mesures décrites dans leur courrier du 11/10/2004, à savoir :

Mesures n'impactant pas la production du site :

- Arrêt de l'arrosage des espaces verts,
- Réglage des débits d'eau sur les échangeurs de refroidissement tout en respectant la température maximum de rejet en Seine fixée à 28°C ;
- Arrêt de la circulation d'eau dans les ateliers en 2x8 et 3x8 lorsque l'activité de l'atelier le permet ;
- Réglage fin de la température des locaux climatisés ayant des groupes de climatisation refroidis à l'eau.

Mesures impactant la production du site

Report de démarrage :

L'exploitant propose d'examiner, à la demande de la préfecture, les possibilités de report de démarrage d'une ou plusieurs synthèses de produits en fonction des stocks disponibles pour éviter tout risque de rupture de fourniture de médicaments vers les hôpitaux ou les pharmacies. Le délai indicatif de prise de décision est de 3 jours ouvrés.

Réduction d'activité et arrêt d'activité :

Une réduction d'activité ou un arrêt de production ne peuvent être envisagés avant la fin d'un cycle de production en cours afin de respecter les temps d'enchaînement des différentes phases de production.

L'exploitant propose d'examiner, à la demande de la préfecture, les possibilités d'arrêt de chaque opération dans chaque atelier en indiquant le temps nécessaire à l'arrêt. Ces possibilités tiendront compte des stocks disponibles afin d'éviter tout risque de rupture de stock.

Le délai indicatif de mise en œuvre d'un arrêt d'une production dans un atelier est de 7 jours.

2 – Propositions de modification de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2005

Nous proposons de modifier l'AP complémentaire du 7 mars 2005 tenant compte :

- du diagnostic des prélèvements et des rejets aqueux adressé le 8/11/2006
- de l'AP n°2007/2409 du 27/6/2007 qui a remplacé l'AP du 30/10/2005
- de l'AP n°2007/2416 du 28/6/2007 définissant pour le Val-de-Marne des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur les rivières de la Marne et de la Seine, leurs affluents et leur nappe d'accompagnement

Cet AP modificatif remplace et annule des prescriptions de l'AP du 7/3/2005.

Condition 1

L'exploitant doit mettre en œuvre de manière progressive des mesures visant à la réduction des prélèvements d'eau ainsi qu'à la limitation de l'impact des rejets aqueux polluants et à une surveillance renforcée de ces rejets suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, en fonction des franchissements des seuils de vigilance, d'alerte, de crise et de crise renforcée sur la Seine définis par arrêté préfectoral (arrêté « sécheresse » pour le Val-de-Marne).

Le franchissement d'un seuil, constaté par le Service de la Navigation de la Seine, fait l'objet d'un arrêté préfectoral qui déclenche l'application des mesures correspondantes indiquées ci-après.

Condition 2

Lors du dépassement du seuil de vigilance, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre:

- le personnel est sensibilisé sur la nécessité de réduire les utilisations de l'eau qui ne sont pas indispensables, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant procède à une surveillance accrue de ses rejets et s'assure de la bonne mise en œuvre du programme d'autosurveillance défini au chapitre 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2007/2409 du 27 juin 2007.

Condition 3

Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- l'arrosage des pelouses et espaces verts ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage des sols (voies, trottoirs, parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict nécessaire pour assurer le fonctionnement des installations;
- les mesures de consommation d'eau n'impactant pas la production du site sont mises en œuvre, telles que :
 - le réglage des débits d'eau sur les échangeurs de refroidissement tout en respectant la température maximale de rejet en Seine,
 - l'arrêt de la circulation d'eau dans les ateliers en 2x8 et 3x8 lorsque l'activité de l'atelier le permet,
 - le réglage fin de la température des locaux climatisés dont les groupes de climatisation sont refroidis à l'eau.
- l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production afin de diminuer les prélèvements d'eau d'au moins 10 %, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité; Ces modifications peuvent notamment consister :

- à privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants ;
- à reporter ou arrêter les productions de certains ateliers;
- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les rejets aqueux;
- l'exploitant s'assure du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2007/2409 du 27 juin 2007 relatives aux caractéristiques et valeurs limites de rejet (chapitre 3.3, à la prévention des pollutions accidentelles (chapitre 3.4) et aux moyens d'intervention en cas de pollution accidentelle (chapitre 3.5).
- l'exploitant signale immédiatement au préfet, à l'inspection des installations classées ainsi qu'au directeur régional de l'environnement d'Île de France, délégué de bassin, tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

Condition 4

Lors du dépassement du seuil de crise ou de crise renforcée, les mesures complémentaires suivantes devront être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation de crise ou de crise renforcée;
- l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à la condition 3, et réduit sa consommation d'eau en conséquence ;
- en cas de pollution accidentelle ou de défaillance des installations de traitement des rejets aqueux, l'exploitant arrête immédiatement tout rejet en Seine ou dans le réseau d'assainissement ne respectant pas les valeurs limites fixées aux 3.3.7.1 et 3.3.7.2 de l'arrêté préfectoral n°2007/2409 du 27 juin 2007

Condition 5

L'industriel établira après chaque dépassement de seuil d'alerte, de crise ou de crise renforcée, un bilan environnemental des effets des mesures prises en application des conditions 2 à 4 ci-dessus.

Ce bilan portera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et sera adressé à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un délai de huit jours.

CONCLUSION

Le diagnostic des prélèvements et des rejets aqueux adressé par SANOFI-AVENTIS le 8/11/2006 est recevable.

Nous proposons des modifications de l'AP n°2005/787 du 7 mars 2005 comme indiqué au point 2 ci-dessus tenant compte :

- du diagnostic des prélèvements et des rejets aqueux adressé le 8/11/2006 en application de la condition 6 de l'AP du 7 mars 2005 susvisé,
- de l'AP n°2007/2409 du 27/6/2007 qui a remplacé l'AP du 30/10/2005

- de l'AP n°2007/2416 du 28/6/2007 définissant pour le Val-de-Marne des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur les rivières de la Marne et de la Seine, leurs affluents et leur nappe d'accompagnement.

| L'inspecteur des installations classées | Le chef du département thématique | Le chef de département du Val-de-Marne |
|---|-----------------------------------|--|
| Le | Le | Validation le 12/10/2007 |